

Chronologie

November–Dezember / novembre–décembre 2009

November/novembre

02.11. Für ihren Roman *Trois femmes puissantes* wird die französische Schriftstellerin Marie N'Diaye mit einem der bedeutendsten Literatur-

preise Frankreichs, dem *Prix Goncourt*, ausgezeichnet. Geboren als Tochter eines Senegalesen und einer Französin, ist sie die erste schwarze Autorin, die diese Auszeichnung erhält. In ihrem Buch beschreibt die als „Wunderkind“ der franzö-

Après les élections régionales

Après les négociations entre formations politiques qui ont suivi les élections régionales d'août et de septembre 2009, plusieurs diètes régionales ont procédé à l'élection de leur ministre-président.

Stanislaw Tillich (CDU), né en 1959, ministre-président depuis mai 2008, conserve son poste à Dresde grâce au soutien des Libéraux du *Landtag* de Thuringe lors du vote du 29 septembre. 69 des 132 députés lui accordent son soutien, soit trois voix de moins qu'escompté. Le candidat social-démocrate Martin Dulig obtient 15 voix, soit une voix de plus que le nombre de députés SPD.

Peter Harry Carstensen (CDU), né en 1947, ministre-président depuis 1995, obtient le 27 octobre 2009 le soutien du parti libéral à Kiel pour rester à la tête du gouvernement régional du Schleswig-Holstein avec 48 des 95 voix de la diète régionale, soit une voix de plus.

Christine Lieberknecht (CDU) succède le 30 octobre 2009 à Dieter Althaus au gouvernement de Thuringe. Elle gouverne désormais avec les sociaux-démocrates. Elle échoue d'une voix au premier et au second tour, mais obtient au

troisième tour de scrutin, où la majorité simple suffit, une majorité absolue de 55 voix sur 88. Le président de *Die Linke* Bodo Ramelow, croyant saisir sa chance, avait posé sa candidature, poussant ainsi l'aile droite du SPD à voter pour la candidate chrétienne-démocrate. Christine Lieberknecht (née en 1958), présidente de la CDU de Thuringe depuis le 25 octobre 2009, est la première ministre-présidente chrétienne-démocrate.

Matthias Platzeck (SPD), né en 1953, qui avait dirigé une coalition avec les chrétiens-démocrates à Potsdam, retrouve son poste de chef de gouvernement du Brandebourg le 6 novembre, à la tête d'une coalition entre le SPD et *Die Linke*. Il obtient 54 des 86 suffrages, deux voix de moins que prévu.

Peter Müller (CDU) reste également ministre-président, après avoir perdu sa majorité absolue au *Landtag* de Sarre : il est élu le 10 novembre avec toutes les voix des 27 députés chrétiens-démocrates, libéraux et verts (sur 50 parlementaires au *Landtag* de Sarrebruck). Il s'agit de la première coalition de ce type en Allemagne. Peter Müller (né en 1955), ministre-président depuis 1999, assume également les fonctions de ministre régional de la Justice.

F. T.

Déclaration gouvernementale

Deux semaines après sa réélection à la tête du gouvernement de Berlin, la chancelière Angela Merkel fait sa première déclaration gouvernementale devant les députés du *Bundestag* le 10 novembre 2009, manifestation traditionnelle pour expliquer les grands axes des prochaines quatre années. Critiquée par l'opposition pour ne pas avoir donné aux parlementaires la priorité de cette déclaration, Angela Merkel rappelle les nombreux rendez-vous internationaux des semaines précédentes, notamment à Bruxelles, mais aussi la commémoration du 20^e anniversaire de la chute du Mur de Berlin, qui lui a permis d'accueillir de nombreuses personnalités politiques.

Dans cette première déclaration gouvernementale, la chancelière dresse un constat assez sombre de la situation économique et estime que l'Allemagne devrait en 2010 subir de plein fouet les répercussions de la crise financière mondiale. Elle définit les priorités pour surmonter la crise, mais renonce à prendre des mesures d'économie pour assainir les finances publiques.

Cette déclaration est suivie d'un débat parlementaire. Le ministre de l'Économie Rainer Brüderle est vivement critiqué le 11 novembre pour son intervention qui ne dépasse pas les neuf minutes, malgré l'importance du dossier et les attentes légitimes des députés.

Le 12 novembre, les députés se prononcent sur la loi d'accélération de la croissance (*Wachstumsbeschleunigungsgesetz*), qui prévoit des allègements fiscaux de 8,5 milliards d'euros à partir du 1^{er} janvier 2010. L'article le plus contesté prévoit une baisse de la TVA de 19 à 7 % pour les nuits d'hôtels. Votée par la majorité des députés du *Bundestag* le 4 décembre, la loi est adoptée le 18 décembre par le *Bundesrat*, après de longues tergiversations avec quelques ministres-présidents chrétiens-démocrates qui craignent que cette réduction des impôts pose des problèmes budgétaires aux *Länder*. Les experts, consultés régulièrement pour analyser les per-

spectives économiques et fiscales du pays, avaient manifesté le 5 novembre leurs doutes quant à l'efficacité de la mesure. Ils estiment que la baisse des impôts peut être un moyen de relancer la croissance, mais à long terme une telle stratégie n'a de sens que si le gouvernement n'oublie pas de consolider le budget. Dans leur rapport d'automne, les cinq sages de l'économie critiquent également l'initiative du gouvernement, dont ils dénoncent le 13 novembre le « manque de sérieux ». Cette loi d'accélération de la croissance, fer de lance du parti libéral pendant la campagne électorale, est qualifiée d'« aventure irresponsable » par les sociaux-démocrates. La chancelière rejette la critique en qualifiant les mesures d'« impulsions nécessaires » pour une relance rapide.

Pour atténuer certaines divergences au sein de son gouvernement entre ministres chrétiens-démocrates et libéraux, la chancelière organise le 18 novembre une réunion à Meseberg, au nord de Berlin, dans la résidence du gouvernement.

Dans ses vœux de Nouvelle Année présentés à la télévision le soir de la Saint-Sylvestre, Angela Merkel rappelle que « l'année écoulée a été marquée par la plus grave crise financière mondiale de notre époque ». Sans ambages elle précise : « Nous ne pourrions pas dépasser rapidement ces difficultés économiques. Certains problèmes vont encore s'accroître en 2010 avant de commencer à se résoudre. »

La chancelière entend déterminer « comment préserver la justice et l'humanité dans un monde qui ne parvient pas à éradiquer l'injustice, la violence et la guerre ».

Trois priorités se dégagent de son intervention télévisée : Angela Merkel entend agir de façon responsable vis-à-vis des générations futures, trouver les moyens de « rester ouvert et jeune d'esprit malgré les chiffres de la démographie » et préserver la prospérité tout en modifiant le mode de vie et de production des Allemands.

F. T.

sischen Gegenwartsliteratur gefeierte N'Diaye die Lebensgeschichte dreier Frauen im Spannungsfeld zwischen Afrika und Frankreich.

03.11. Einen Monat nach dem Mord und Sexualvergehen an Marie-Christine Hodeau durch einen Wiederholungsstraftäter, präsentiert Justizministerin Michèle Alliot-Marie vor der *Commission des lois* einen Katalog mit Regelungen zur Prävention von Wiederholungstätern und zur besseren Betreuung von Sexualstraftätern. Alliot-Marie distanziert sich jedoch von der chemischen Zwangssterilisierung. In einem Interview mit *Le Monde* sagt sie zudem, dass sie im Rahmen der Strafrechtsreform den Richtern mehr Handlungsspielraum einräumen möchte.

04.11. Der Bau des Atomreaktors EPR (*Réacteur pressurisé européen*) der dritten Generation durch *Areva* ist durch Sicherheitsmängel bedroht. Die drei Sicherheitsbehörden ASN (Frankreich), HSE/ND (Großbritannien) und STUK (Finnland) fordern Verbesserungen. Staatspräsident Sarkozy hatte den Export der Kernenergie für zivile Zwecke zu einer strategischen Säule seiner Diplomatieausrichtung und Industriepolitik gemacht. Das Problem beim Bau des EPR zieht daher voraussichtlich diplomatische und politische Konsequenzen nach sich.

05.11. Fünf Monate nach dem Absturz einer *Airbus*-Maschine über dem Atlantik entlässt *Air France* seinen Chef für Flugsicherheit Gilbert Rovetto. Konzernchef Pierre-Henri Gourgeon äußert zudem seine Überzeugung, dass die Piloten nicht an dem Absturz schuld seien. Damit war der Konzern Forderungen der Pilotengewerkschaften nachgekommen, die in dem Streit um die Flugsicherheit mit Streiks gedroht hatten. Der Entlassung Rovettos sollen weitere Maßnahmen zur Flugsicherheit folgen.

05.11. Pierre Lellouche, Staatssekretär für europäische Angelegenheiten, kritisiert die EU-kritische Politik der britischen Konservativen. Er nennt die Politik der Tories „lächerlich“ und „autistisch“. Tory-Chef David Cameron hatte am Vortag seine neue Europapolitik vorgestellt.

Dabei hatte er versprochen, Macht von Brüssel nach London zurückzuholen und die Einführung eines Referendums für alle EU-Verträge zu planen, falls er die Wahl gewinnen würde.

06.11. Neun Monate nach den sozialen Unruhen auf den Antillen gibt Nicolas Sarkozy einen Katalog mit 137 Vorschlägen für eine Verbesserung der Beziehungen mit den Überseegebieten bekannt. Neben einer neuen Preispolitik möchte der Staatspräsident die Einstellungsbedingungen erleichtern und die Analphabetisierungsquote um die Hälfte verringern. Im Januar 2010 sollen zudem Martinique und Guayana in einem Referendum über ihre Unabhängigkeit entscheiden können. Die bisherige Staatssekretärin für Überseegebiete Marie-Luce Penchard wird von Sarkozy zur vollwertigen Ministerin ernannt und gehört nun dem Innenministerium an. Penchard wird wesentlich an der Umsetzung der Maßnahmen beteiligt sein.

06.11. Arbeitsminister Xavier Darcos übergibt den Tarifpartnern ein Orientierungspapier zur Verbesserung der beruflichen Chancengleichheit von Mann und Frau. Das Dokument schließt die Einführung einer Frauenquote nicht aus. Das Ziel: mehr Frauen in der Führungsebene von Unternehmen. Es schlägt vor, die Strafe für Unternehmen, die die Quote nicht einhalten, zu erhöhen und die Namen der Unternehmen öffentlich zu nennen. Auch wenn zurzeit 70 % der Frauen einer Generation im Gegensatz zu 59 % der Männer das Abitur erreichen, sind Frauen in nicht qualifizierten Berufen überrepräsentiert. Frauen stellen ebenso zwei Drittel der Niedriglohnarbeiter und 83 % der Halbzeitbeschäftigten.

09.11. Nicolas Sarkozy hält aus Anlass der Feierlichkeiten zum 20. Jahrestag des Falls der Berliner Mauer eine Rede vor dem Brandenburger Tor (siehe *Dokumente/Documents* 5/6-2009). Vor zahlreichen Staatsgästen und Zeitzeugen aus aller Welt erinnert der französische Präsident an die friedliche Revolution und fordert die Menschen dazu auf, die „Unterdrückung zu bekämpfen und die Mauern niederzureißen, die überall in der Welt noch Städte, Gebiete und Völker trennen“.

Premiers pas diplomatiques

Nommé ministre des Affaires étrangères le 28 octobre 2009, Guido Westerwelle, président du parti libéral FDP, commence sa tournée diplomatique par de brefs entretiens à Varsovie, La Haye et Paris avant de se rendre au Luxembourg et en Belgique.

Le 5 novembre, il est reçu par son homologue américaine Hillary Clinton à Washington pour parler notamment de l'Afghanistan, du stationnement d'armes nucléaires américaines sur le sol allemand et la crise chez le constructeur automobile *Opel*, qui touche également ce secteur en Allemagne. Les deux ministres demandent par ailleurs que le président afghan Hamid Karzaï lutte avec plus de fermeté contre la corruption dans son pays.

En visite en Suisse le 12 novembre, le nouveau chef de la diplomatie allemande assure que le gouvernement allemand tiendra désormais des propos moins offensants à l'adresse de la Confédération helvétique. L'ancien ministre des Finances Peer Steinbrück (SPD), connu pour son langage direct, avait suscité quelques irritations diplomatiques sur la question de la politique fiscale de la Suisse.

Invité à la cérémonie d'investiture du président afghan à Kaboul le 19 novembre, Guido Westerwelle salue les propos de Hamid Karzaï sur l'avenir du pays, avant de se rendre dans le Nord de l'Afghanistan, où sont stationnés 2750 soldats allemands. Le lendemain, il est accueilli à Moscou par son collègue russe Sergueï Lavrov. Après un entretien avec le président Dmitri Medvedev sur la coopération bilatérale et sur la question iranienne, le ministre allemand rencontre des représentants de la société civile russe.

La visite la plus difficile pour le nouveau chef de la diplomatie allemande est sans nul doute Israël : le 23 novembre, Guido Westerwelle rencontre le premier ministre Benjamin Netanjahu à Tel Aviv avant de se rendre au mémorial de Yad Vashem, en compagnie de la présidente du Conseil des juifs en Allemagne Charlotte Knob-

loch, pour rendre hommage aux six millions de juifs exterminés par les nazis. Le lendemain, il est reçu par le premier ministre palestinien Salam Fayyad à Ramallah, puis il gagne Jérusalem afin de s'entretenir notamment avec le président israélien Shimon Peres. Le ministre allemand réitère la position de Berlin, selon laquelle il n'y a pas d'alternative à la solution à deux Etats pour que la paix s'instaure dans la région. Position qu'il réaffirmera en décembre dans le cadre de la réunion des ministres de l'OTAN et du Conseil « relations extérieures » de l'Union européenne à Bruxelles.

Le 14 décembre, il participe à Stockholm au banquet donné à l'occasion de la remise des prix Nobel. Lors de son entretien avec le ministre finlandais Alexander Stubb, il évoque « *une perspective de retrait pour l'Afghanistan* ».

Recevant à Berlin son homologue polonais Radoslaw Sikorski le 19 décembre, le ministre allemand souhaite que les relations bilatérales se resserrent sur le modèle de l'amitié franco-allemande.

Le 21 décembre, c'est le ministre italien des Affaires étrangères Franco Frattini qui accueille son homologue allemand à Rome pour faire le point des « *excellentes relations bilatérales* », mais aussi pour préparer la conférence de Londres sur l'Afghanistan en janvier. Une semaine plus tard, dans une interview au magazine *Stern*, Guido Westerwelle, favorable à un renforcement de la participation à la reconstruction civile, menace indirectement de boycotter cette conférence (initiée entre autre par le gouvernement allemand), si l'ordre du jour ne prévoit que l'extension des contingents militaires. Les propos sont critiqués vivement par le parti chrétien-démocrate (CDU), le ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle corrige et précise qu'il n'a pas voulu parler de boycottage. (*Voir l'analyse de Thomas Landwehrln sur l'affaire du Kundus dans ce numéro.*)

F. T.

10.11. Auf dem EU-Finanzministertreffen in Brüssel beugt sich Wolfgang Schäuble den neuen Brüsseler Sparauflagen. Der Bundesfinanzminister möchte bis 2013 das Haushaltsdefizit wieder bis unter die Drei-Prozent-Marke bringen. Frankreichs Finanzministerin Christine Lagarde beurteilt dies für ihr Land jedoch als extrem schwierig. Sie verlangt einen Aufschub bis 2014. Zudem drängt sie auf einen schnellen Ausstieg aus den nationalen Programmen zur Bankenrettung, da viele Banken wieder schwarze Zahlen schrieben. Schäuble betont hingegen, dass nicht alle Länder gleichzeitig aus den Rettungspaketen aussteigen müssten.

11.11. Zum 91. Jahrestag des Endes des Ersten Weltkriegs reist Bundeskanzlerin Angela Merkel nach Paris. Sie ist die erste deutsche Staatschefin, die an der traditionellen Zeremonie zur Erinnerung an die gefallenen Soldaten teilnimmt. Gemeinsam mit dem französischen Staatspräsidenten legt Kanzlerin Merkel am Grabmal des Unbekannten Soldaten am Fuße des *Arc de Triomphe* einen Kranz nieder und entzündet aufs Neue die ewige Flamme. Der 11. November ist in Frankreich der wichtigste Nationalfeiertag. Fast 1,4 Millionen französische Soldaten hatten im Ersten Weltkrieg ihr Leben verloren, weit mehr als im Zweiten. In seiner Rede bezeichnet Sarkozy die deutsch-französische Freundschaft als „*Geschenk*“ und weist auf die gemeinsame Verantwortung beider Länder hin, Frieden und Freiheit in Europa zu bewahren (siehe *Dokumente/Documents* 5/6-2009).

11.11. Der israelische Premierminister Benjamin Netanjahu besucht Staatspräsident Sarkozy in Paris, um den Friedensprozess im Nahen Osten wieder in Gang zu bringen. Frankreich hatte in den letzten Monaten Israel wiederholt dazu aufgefordert, das Siedlungsprogramm in den besetzten Gebieten zu stoppen. Ein weiteres Thema ist der Atomstreik mit dem Iran. In der Vergangenheit war es immer wieder zu Unstimmigkeiten zwischen den beiden Staatsmännern gekommen. Israel hatte vor allem den Wunsch Frankreichs einer unabhängigen Studie über den Konflikt im Gaza-Streifen schlecht aufgenommen. Die verkrampfte Beziehung zu Israel hatte auch Außen-

minister Kouchner dazu veranlasst, seinen Besuch in Israel und in den palästinensischen Gebieten zu vertagen.

13.11. Der frühere Kulturminister Jack Lang beendet seine fünftägige Reise in Pjöngjang (Nordkorea). Er qualifiziert die Gespräche mit dem nordkoreanischen Staatschef Kim Jong-Nam als „*einträglich*“. Nordkorea habe versichert, keinen nuklearen Aktivitäten unternommen zu haben. Beide Politiker beschließen, einen Dialog zu Menschenrechten zu initiieren. Lang ist der erste Politiker, der sich seit dem Besuch François Mitterrands im Jahr 1981 nach Nordkorea begibt. Frankreich ist neben Estland das einzige Land, das keine diplomatischen Beziehungen zu Nordkorea pflegt.

13.11. Bei seinem Besuch im Elysée-Palast lehnt der syrische Präsident Bashar al-Assad direkte Friedensgespräche mit Israel ab. Ihm fehle „*ein israelischer Partner, der bereit ist, voranzukommen und zu einem Ergebnis zu kommen*“. Israels Premierminister Benjamin Netanjahu hatte sich hingegen für ein Gespräch ohne Vorbedingungen offen gezeigt. Es ist der zweite Besuch al-Assads seit seiner Pariser Reise im Juli 2008, die seine Rückkehr auf die internationale Weltbühne gekennzeichnet hatte. Al-Assad freut sich über „*die sich stetig verbessernden Beziehungen mit Frankreich*“.

14.11. Der wirtschaftliche Aufschwung nach der Wirtschaftskrise wird auch in Frankreich deutlich. Die Steigerung des Bruttoinlandsprodukts beläuft sich auf 0,3 % im dritten Quartal, was das Ende der Rezession bekräftigt. Der Prozentsatz bleibt jedoch unter den Erwartungen der Regierung, was bedeutet, dass die französische Wirtschaft weiterhin nicht stabil ist. So zeigt sich, dass sich die hohe Arbeitslosigkeit auf die Kaufkraft auswirkt. Die Aussichten scheinen ein wenig besser: Nur 5500 Arbeitsplätze wurden im dritten Quartal abgebaut. Zeitarbeit nimmt indes weiter zu.

14.11. Brasiliens Staatspräsident Luiz Inácio Lula da Silva trifft zu bilateralen Gesprächen über den Klimaschutz mit seinem französischen

Amtskollegen Nicolas Sarkozy in Paris zusammen. Angesichts des kommenden Klimagipfels in Kopenhagen im Dezember bekennen sie sich in einem gemeinsamen Dokument zu einer Minderung der CO₂-Emissionen um 50 % bis 2050. In Kopenhagen wollen sie die Staatengemeinschaft von ihren ambitionierten Maßnahmen überzeugen. „*Es muss verhindert werden, dass die USA und China die Klimapolitik bestimmen*“, so da Silva.

16.11. Die ersten französischen Polizeioffiziere werden im Rahmen des POMLT (*Police Operational Mentoring and Liaison Team*) unter NATO-Kommando nach Afghanistan geschickt. Das im April 2009 in Straßburg anlässlich des NATO-Gipfels angekündigte Vorhaben soll der afghanischen Polizei zu mehr Professionalität verhelfen. Der Entschluss, für sechs Monate 150 Polizeioffiziere zu entsenden, ist eine neue Etappe des französischen Engagements in Afghanistan.

Musée national Schiller

Pour le 250^e anniversaire de la naissance de Friedrich Schiller, le 10 novembre 2009, le président de la République Horst Köhler inaugure à Marbach am Neckar, ville natale de l'écrivain, le musée national Schiller, rénové pour 6,5 millions d'euros dans un superbe édifice entouré



d'un grand parc donnant sur la vallée du Neckar. Le chef de l'Etat, originaire de Ludwigsburg à quelques kilomètres seulement de Marbach, rend hommage au souffle de liberté dans les écrits de Schiller, même si « *son langage peut paraître aujourd'hui exagéré, le recours au pathétisme*

est justifié à certains moments historiques“. Horst Köhler faisait ainsi allusion à la chute du Mur de Berlin en novembre 1989, commémorée la veille. Pour le président de la République, ces deux anniversaires si proches l'un de l'autre sont certes le fruit du hasard, mais constituent un merveilleux coup de la Providence.

Pour le 100^e anniversaire en 1859, la première pierre d'un socle avait été posée pour y ériger (en 1876 seulement) une statue de l'enfant du pays. Le bâtiment a été choisi en 1903 par le germaniste de Stuttgart Otto Günther pour devenir musée Schiller. L'exposition permanente présente non seulement des documents sur la vie et l'œuvre de Schiller, elle propose également un tour d'horizon de l'histoire de la littérature allemande aux 18^e et 19^e siècles. En visite officielle en Allemagne en 1965, la reine d'Angleterre avait visité Marbach et surpris la population en demandant à ses hôtes, où se trouvaient les chevaux (« *Where are the horses?* »). Elisabeth II avait tout simplement confondu Marbach am Neckar avec une autre commune du Bade-Wurtemberg, Marbach an der Lauter, connue non pas pour la jolie maison à colombages où Friedrich Schiller a vu le jour (deux petites pièces seulement dans laquelle vivait la famille), mais pour ses haras régionaux.

F. T.

Maison natale de Schiller,
Niklastorstr. 31, 71672 Marbach am Neckar
www.schillersgeburtshaus.de

Musée national Schiller,
Schillerhöhe 8-10, 71672 Marbach am Neckar
www.dla-marbach.de

17.11. Staatspräsident Sarkozy reist nach Saudi-Arabien, um die Beziehung der beiden Staaten zu vertiefen und zugleich über den festgefahrenen Nahostkonflikt zu sprechen. Der saudi-arabische König Abdallah al Saud lädt den Präsidenten auf sein privates Gut in der Nähe der Hauptstadt Riad ein. Sarkozy versucht, neuen Schwung in den Friedensprozess zu bringen. So hatte er eine Woche zuvor mit Palästinenserpräsident Mahmud Abbas, dem israelischen Regierungschef Benjamin Netanjahu und dem syrischen Staatschef Baschir Assad gesprochen.

20.11. Der Weltfußballverband FIFA beschließt, das Playoff-Spiel zwischen Frankreich und Irland am 18. November zur WM-Qualifikation nicht zu wiederholen. Nationalspieler Thierry Henry und Wirtschaftsministerin Christine Lagarde hatten sich für eine Wiederholung des Spiels ausgesprochen. Doch trotz des Handspiels von Henry vor dem Ausgleich zum 1:1 bleibt der Fußballverband hart und verweist auf die Entscheidung durch den Schiedsrichter. Frankreich ist somit für die WM in Südafrika qualifiziert, Irland hingegen nicht. Staatspräsident Sarkozy hat Verständnis für die Iren gezeigt und das spielentscheidende Handspiel nach einem EU-Gipfel der Staats- und Regierungschefs mit dem irischen Ministerpräsidenten Brian Cowen thematisiert.

21.11. Im Senat wird die Umwandlung der Gewerbesteuer in eine *Contribution économique territoriale* (CET) mit 178 zu 159 Stimmen angenommen. Ganzheitlich hat die UMP-Fraktion für die Reform der Gewerbesteuer gestimmt. Unternehmen müssen nun künftig ab einem Umsatz von mehr als 500 000 Euro bis zu 1,5 % Steuern zahlen.

22.11. Während der Streik der illegal Beschäftigten („*travailleurs sans papiers*“) in die sechste Woche geht und nun mehr als 5 200 Angestellte erfasst, plant die Regierung, den Druck auf Arbeitgeber von illegalen Einwanderern zu erhöhen. Arbeitsminister Xavier Darcos sagt, es sei seine Aufgabe, illegale Arbeit in all seinen Ausprägungen zu bekämpfen und sieht vor, den Präfekturen

die Befähigung zur Schließung eines Unternehmens mit illegal Beschäftigten zu übertragen. Die Erste Sekretärin der sozialistischen Partei (PS), Martine Aubry, spricht sich hingegen für eine weitangelegte Einbürgerungsinitiative von illegal Beschäftigten aus. Vor allem Einwanderer, die seit vielen Jahren in Frankreich lebten, keine Vorstrafe hätten und integriert seien, müssten eingebürgert werden.

24.11. Die dreitägige Debatte um den Gesetzesentwurf zum Vorhaben „*Grand Paris*“ beginnt in der Nationalversammlung. Im Februar 2010 soll er dem Senat vorgelegt werden. Der Text, den Staatssekretär Christian Blanc den Abgeordneten vorstellt, beinhaltet u. a. die Gründung einer „*Société du Grand Paris*“, die ein insgesamt 130 km langes *Métro*-Streckennetz mit 40 Bahnhöfen rund um Paris schaffen soll. Schon jetzt wurden 360 Änderungsvorschläge durch die Abgeordneten eingereicht, alle unterschiedlicher politischer Natur.

26.11. Russlands Staatspräsident Vladimir Putin begibt sich auf einen zweitägigen Staatsbesuch nach Frankreich. In Paris trifft er mit Premierminister François Fillon zusammen. Etwa zwanzig bilaterale Abkommen werden in den Bereichen Energie, Umwelt und Kultur abgeschlossen. Putin verfolgt das Ziel, auch französische Firmen an die zwei Gaspipeline-Projekte *North Stream* und *South Stream* zu binden. Insgesamt werden sich Sarkozy und Putin nächstes Jahr durchschnittlich alle sechs Wochen treffen, was die Neuausrichtung der Russland-Politik Sarkozys verdeutlicht. Zudem findet 2010 das russische Kulturjahr in Frankreich statt.

26.11. Zehn Tage vor Eröffnung des Klimagipfels in Kopenhagen am 7. Dezember fliegt Staatspräsident Sarkozy nach Manaus/Brasilien, um anlässlich des Amazonasgipfels der zehn Anrainerstaaten Brasiliens Französisch-Guyana zu vertreten. Er regt an, dass Europa 20 % der Zehn-Milliarden-Dollar-Finanzhilfe für die ärmsten Länder in den Erhalt des Urwalds steckt. Auf dem Trinité-Gipfel möchte Sarkozy dann die Anrainerstaaten davon überzeugen, sich der französisch-

Polémique

Le conseil d'administration de la seconde chaîne de télévision ZDF, présidé par le ministre-président de Rhénanie-Palatinat Kurt Beck (SPD), décide le 27 novembre 2009 de ne pas reconduire le contrat du rédacteur en chef Nikolaus Brender qui arrive à son terme en mars 2010.

Cette décision suscite un large débat sur l'influence des partis politiques dans les stations de radiodiffusion du service public. Le journaliste avait vivement critiqué la chancelière Angela Merkel et son concurrent social-démocrate, alors ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, qui avaient annulé en dernière minute un débat télévisé pendant la dernière campagne électorale.

Mais aucune critique n'est ouvertement formulée par le conseil, dont sept des 14 membres favorisent la reconduction du rédacteur en chef (un minimum de neuf voix est nécessaire). Plusieurs semaines plus tôt, le ministre-président de Hesse Roland Koch (CDU) avait annoncé son intention de ne pas voter en faveur de Nikolaus Brender. Le nouveau rédacteur en chef, désigné à l'unanimité du conseil d'administration le 10 décembre, est le journaliste Peter Frey.

F. T.

brasilianischen Initiative anzuschließen und mehr Druck auf führende Industriestaaten in der Klimadiskussion auszuüben.

27.11. EU-Kommissionspräsident José Manuel Barroso gibt die Ernennung des französischen Ministers für Landwirtschaft und Fischerei Michel Barnier (UMP) zum EU-Kommissar für Binnenmarkt und Dienstleistungen bekannt. Barnier kehrt somit auf die europäische Bühne zurück; schon 1999 hatte er das EU-Ressort für Regionalpolitik und institutionelle Reformen übernommen. Bei den diesjährigen Europawahlen war er als Listenführer der UMP für die Ile-de-France in das Europäische Parlament eingezogen. Großbritannien, das eine Schwächung sei-

nes Finanzplatzes befürchtet, zeigt sich der Ernennung Barniers skeptisch gegenüber.

30.11. US-Präsident Barack Obama präsentiert seinem französischen Amtskollegen Nicolas Sarkozy die neue amerikanische Afghanistan-Strategie. Obama fordert eine Truppenerhöhung um weitere 1 500 französische Soldaten. US-Chefdiplomatin Hillary Clinton hatte dies vorher dem französischen Außenminister Bernard Kouchner persönlich mitgeteilt. Zurzeit befinden sich rund 3 300 französische Soldaten in Afghanistan. Paris hatte bisher eine weitere Aufstockung abgelehnt. Sarkozy sieht aber eine mögliche Strategieänderung vor.

Dezember/décembre

04.12. Premierminister François Fillon debattiert über die Frage um die nationale Identität im Pariser *Institut Montaigne*. Im Auftrag von Nicolas Sarkozy soll Fillon versuchen, die durch Äußerungen von rechtsradikalen Politikern und das Verbot von zusätzlichen Minaretten in der Schweiz (Bürgerentscheid vom 29. November) angeheizte Debatte zu beruhigen. Fillon kritisiert diejenigen, die die Debatte verweigern und sie so den Rechts-extremisten überlasse. In der französischen Tageszeitung *Libération* hatten Intellektuelle zum Boykott der Debatte aufgerufen und die Abschaffung des Ministeriums für Einwanderung und nationale Identität gefordert.

05.12. Der Senat nimmt die zweite Säule der Gewerbesteuerreform mit grundlegenden Änderungen an. Abgeordnete der UMP und der Mitte hatten zuvor eine präzise Neusichtung der Reform durch die Regierung veranlasst. Die Linke hatte sich gegen die Abschaffung der Steuer ausgesprochen. Die zweite Säule der Reform beinhaltet das neue Steuersystem der Gebietskörperschaften. Ein Gesetzesentwurf zur Annahme der Reform soll dem Parlament vor Ende Juli 2010 präsentiert werden.

09.12. Nach dem schweizerischen Minarett-Bürgerentscheid äußert sich Staatspräsident Nicolas Sarkozy in *Le Monde* persönlich zur Debatte

um die nationale Identität. Er nimmt die Schweizer in Schutz und spricht von einer „übertriebenen“ und „karikaturalen“ Reaktion der französischen Medien und der Politik auf das Verbot. Er hält eine Debatte in Frankreich, wo über fünf Millionen Muslime leben, weiterhin für notwendig. Als Basis für das Zusammenleben verschiedener Kulturen nennt er „Anerkennung“, „Verständnis“ und „Respekt“. Religion solle daher von allen mit „demütiger Unauffälligkeit“ ausgeübt werden, so Sarkozy.

10.12. In einem gemeinsamen Artikel für das *Wall Street Journal* fordern Staatspräsident Nicolas Sarkozy und der britische Premierminister Gordon Brown eine schärfere Regulierung des Finanzsektors. Banker sollen stärker überwacht und ihre Boni besteuert werden. London hatte am Tag zuvor angekündigt, die Prämien für Bankangestellte bis zunächst April 2010 mit einer 50-prozentigen Sondersteuer zu belegen. Der gemeinsame Artikel bekräftigt zudem die angehende Versöhnung beider Länder; nach der Ernennung Barniers zum EU- Binnenmarktkommissar und Unstimmigkeiten zur europäischen Wirtschaftspolitik hatte es Spannungen gegeben.

14.12. Staatspräsident Sarkozy gibt anlässlich einer Pressekonferenz im Elysée-Palast den finalen Umsetzungsplan der großen Staatsanleihe bekannt. Demnach sollen im Jahr 2010 60 Milliarden Euro (35 Milliarden Euro aus öffentlichen Geldern sowie Privatkapital) für neue Investitionen zur Verfügung stehen. Teile der öffentlichen Gelder sollen aus dem fast gänzlich zurückbezahlten finanziellen Hilfspaket für die Banken während der Finanz- und Wirtschaftskrise entnommen werden; ungefähr 20 Milliarden Euro werden durch Neuverschuldung im Jahr 2010 zur Verfügung gestellt. Als Investitionsprioritäten werden Bildung und Wissenschaft genannt, gefolgt von Investitionen für kleine und mittlere Unternehmen an zweiter und Biotechnologie an dritter Stelle.

16.12. Die UMP-Abgeordneten äußern sich positiv hinsichtlich eines Burka-Verbots bzw. der Ganzkörperverschleierung in der Öffentlichkeit.

Le SPD se renouvelle

Sept semaines après leur sévère débâcle aux élections du 27 septembre (23 % contre 34,2 % quatre ans plus tôt), les sociaux-démocrates se réunissent en congrès le 13 novembre 2009 à Dresde pour désigner leur nouvelle direction. L'ancien ministre de l'Environnement Sigmar Gabriel est élu président du SPD avec 94,2 % des suffrages et succède ainsi à Franz Müntefering. Andrea Nahles, vice-présidente du SPD et représentante de l'aile gauche, devient secrétaire générale du parti.

De nombreux délégués exigent que le parti revienne aux valeurs sociales fondamentales que le parti, estime la base, a délaissées en onze années de participation au gouvernement, que ce soit avec les Verts de 1998 à 2005 sous la direction de Gerhard Schröder ou ensuite avec les chrétiens-démocrates dans le premier gouvernement d'Angela Merkel. De plus en plus nombreux sont les délégués qui demandent également un retrait des soldats de la *Bundeswehr* stationnés en Afghanistan, mais sans préciser de délai. Aucune majorité ne se dégage sur la revendication de la base de revenir sur la retraite à 67 ans, proposée et décidée par l'ancien ministre du Travail et ancien président du SPD Franz Müntefering. Le nouveau président du groupe parlementaire SPD au Bundestag et ancien ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier dénonce pour sa part avec sévérité la politique fiscale du gouvernement et promet que son parti constituera une véritable opposition au sein de la diète pour critiquer, quand il le faudra, les décisions politiques de la coalition chrétienne-libérale.

Néanmoins, les premiers sondages effectués une semaine après le congrès traduisent toujours la méfiance de l'électorat après ce renouveau et la mise en place de la nouvelle équipe. Selon l'institut de démoscopie *Forsa*, le SPD n'obtiendrait que 19 % de suffrages, soit le score le plus mauvais jamais enregistré par cet institut. Chez les jeunes de moins de 29 ans, seuls 15 % voteraient SPD.

F. T.

Der Präsident der UMP-Fraktion der Nationalversammlung, François Copé, stuft ein Gesetz zum Verbot als „*unumgänglich*“ ein. Die Regierung hingegen schlägt eine „*vorsichtiger Linie*“ vor. Demnach soll die Ganzkörperverschleierung zwar in öffentlichen Gebäuden, wie Präfekturen oder Rathäusern, verboten werden, das Tragen der Burka auf den Straßen soll jedoch erlaubt sein. Zum Tragen der Burka in Universitäten und öffentlichen Verkehrsmitteln gab es keine Stellungnahme. Im Namen der Sicherheit und der Menschenwürde bereiten die UMP-Abgeordneten einen Gesetzesentwurf zum Verbot der Burka vor.

19.12. Die Ergebnisse der Klimakonferenz in Kopenhagen sind für Nicolas Sarkozy eine derbe Enttäuschung. Der Staatspräsident hatte noch zuvor mit dem brasilianischen Präsidenten Lula und dem äthiopischen Premierminister Meles Zenawi für ehrgeizige Klimaregelungen (Reduzierung der CO₂-Emission um die Hälfte bis 2050) gekämpft. Er hatte gehofft, die Afrikaner hinter Zenawi versammeln zu können, stattdessen hatte sich ein Block hinter dem Sudan und den ärmeren, anti-europäisch ausgerichteten Ländern gebildet. Vor allem das Verhalten der chinesischen („*sehr aggressiv*“) und indischen Staatsvertreter beklagt Sarkozy. Für die Zukunft kündigt er die Schaffung einer europäischen Umweltorganisation an.

20.12. Premierminister François Fillon fliegt nach Peking, um den seit anderthalb Jahren

schwierigen diplomatischen Beziehungen zu China neuen Schwung zu verleihen. Vor allem das Treffen zwischen Staatspräsident Sarkozy und dem Dalai-Lama sowie die gescheiterte Klimakonferenz in Kopenhagen hatten das Verhältnis zwischen den beiden Staaten belastet. In Begleitung von vier Ministern (Christine Lagarde, Eric Woerth, Frédéric Mitterrand und Dominique Bussereau), versucht Fillon auch die wirtschaftlichen Beziehungen zu China wiederherzustellen. Für April 2010 ist am Rande des G20-Gipfels in London ein Treffen zwischen Sarkozy und seinem Pendant Hu Jintao geplant.

31.12. Die CO₂-Steuer wird kurz vor ihrem geplanten Inkrafttreten zum 1. Januar 2010 durch Richter des französischen Verfassungsgerichts gestoppt. Grund sind vor allem die vielen Ausnahmen im Gesetz: So sollten etwa der Flugverkehr und die Schwerindustrie von den Bestimmungen ausgenommen werden, was eine mögliche Gefährdung der Steuergleichheit nach sich hätte ziehen können. Die CO₂-Abgabe sollte bei 17 Euro pro ausgestoßene Tonne liegen, was eine Erhöhung der Gas- und Benzinpreise bedeutet hätte. Die Steuer hatte zum Ziel, die Bürger zu mehr Sparsamkeit beim Gebrauch fossiler Brennstoffe zu bewegen. Die sozialistische Partei spricht von einer schweren Niederlage für Staatspräsident Sarkozy, der die CO₂-Steuer am 10. September 2009 angekündigt und zu einem Kernstück seiner Politik gemacht hatte.

Otto Graf Lambsdorff (1926–2009)

Le président d'honneur du parti libéral FDP, ancien ministre de l'Economie de 1977 à 1984, président du FDP de 1988 à 1993, n'est plus. Il est décédé le 5 décembre 2009 à Bonn, il avait 82 ans. Né en 1926 à Aix-la-Chapelle, il avait fait des études de droit, avant d'entrer dans le monde de la banque. Membre du FDP depuis 1951, il est élu député au *Bundestag* en 1972. En 1977, le chancelier Helmut Schmidt lui propose de devenir ministre de l'Economie, mais cinq ans plus tard il contribue à la chute de la coalition

sociale-libérale, ouvrant ainsi la voie à Helmut Kohl pour 16 années de coalition chrétienne-libérale. Contraint à la démission en 1984 pour des accusations de corruption, dont il sera lavé en 1987, le comte Otto Lambsdorff sera cependant condamné pour fraude fiscale. Il se verra confier par le chancelier Gerhard Schröder une mission en 1999 dans le cadre des négociations sur l'indemnisation des travailleurs forcés et recevra pour son action le Prix de la tolérance du Musée juif de Berlin.

F. T.